



VILLE DE COMBOURG
(Ille et Vilaine)

**COMPTE RENDU
DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille dix, où est écrit ce qui suit : Séance publique du
26 Mai 2010, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code Général des
Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice	:	29
Nombre de pouvoirs	:	7
Nombre de Conseillers présents	:	20
Quorum	:	15

Date de convocation et d'affichage : 20 Mai 2010
Date d'affichage du compte-rendu : 1^{er} Juin 2010

Etaient présents : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Yolande GIROUX, Mme Monique DAUCE, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. André BADIGNON, Adjoints, M. Marcel FOUQUET, M. Alain COCHARD, Mme Joëlle COLLIN, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Odile DELAHAIS, Mme Annie CHAMPAGNAY, M. Bruno TREMAUDAN, Mme Magali TREMORIN, Mme Isabelle MOREL, Mme Maryline LEFOUL, M. Loïc PETITPAS (jusqu'à la question n° 10-62), Mme Roselyne MARCHAND (jusqu'à la question n° 10-62), M. Johan THEURET (jusqu'à la question n° 10-62), Mme Michèle BEAUDOUIN (jusqu'à la question n° 10-62), M. Joël DESVAUX.

Absents excusés : M. Bertrand HIGNARD, Mme Marylène QUEVERT, M. Henri NOËL, Mme Pierrette HUET, M. François LARCHER, M. Jean DENOVAL, Mme Marie-Thérèse SAUVEE

Absents non excusés : Mme Joëlle COLLIN ; M. Bruno TREMAUDAN

Pouvoirs : M. HIGNARD à Mme GIROUX ; Mme QUEVERT à M. HAMELIN ; M. NOEL à Mme CHAMPAGNAY ; Mme HUET à Mme DAUCE ; M. LARCHER à Mme LEFOUL ; M. DENOVAL à M. LEGRAND ; Mme SAUVEE à Mme BEAUDOUIN

Président de séance : M. Joël LE BESCO, Maire
Secrétaire de séance : Mme Isabelle MOREL, Conseillère Municipale

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

Ordre du jour

- 10-59) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
 - 10-60) Requalification urbaine – Présentation de l'étude sommaire – Affermissement d'une tranche conditionnelle
 - 10-61) Délégation du service public d'eau potable – Choix du délégataire et approbation du contrat
 - 10-62) Délégation du service public de l'assainissement collectif – Choix du délégataire et approbation du contrat
 - 10-63) Bâtiment multi-accueil – Validation de l'avant-projet détaillé
 - 10-64) Administration électronique – Dématérialisation du contrôle de légalité
 - 10-65) Réalisation de la médiathèque du pôle culturel intergénérationnel – Marché de travaux - Attribution des lots
 - 10-66) Modification du Plan Local d'Urbanisme
 - 10-67) Révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme – Les Hauts Rochers
 - 10-68) Révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme – Le Verger
 - 10-69) Révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme – Le Grand Val
 - 10-70) Choix d'un cabinet d'étude pour modification et révisions simplifiées du Plan Local d'Urbanisme
 - 10-71) Lotissement communal GARE/BEL AIR – Marché de travaux - Attribution des lots
 - 10-72) Lotissement communal GARE/BEL AIR – Réalisation de logements locatifs sociaux – Permis d'aménager modificatif
 - 10-73) Lotissement communal GARE/BEL AIR – Conditions de vente des lots
 - 10-74) Encaissement des chèques de dossiers de consultation des entreprises (DCE) de la Médiathèque
 - 10-75) Encaissement des chèques de dossiers de consultation des entreprises (DCE) des travaux de mise en viabilité du lotissement Gare/Bel Air
 - 10-76) Travaux de renouvellement et d'effacement des réseaux – Lot n° 2 – Avenant n° 1
 - 10-77) Travaux de restructuration de l'école élémentaire – Avenants
 - 10-78) Salle de karaté – rue des Sports – Travaux de toiture
 - 10-79) Aménagement de rues – Programme voirie 2009 – Secteurs concédés – Affermissement d'une tranche conditionnelle
 - 10-80) Compte-rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA – Article 28 du Code des marchés publics
 - 10-81) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6° et 15° alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
-

10-59) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Madame Isabelle MOREL, sur proposition du Maire, est élue à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Monsieur Johan THEURET rappelle que chaque conseiller municipal doit veiller à ne pas être intéressé aux affaires traitées en Conseil Municipal, soit en son nom personnel, soit comme mandataire (Société, Association, etc.), selon l'article 2131.11 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le procès-verbal de la séance du 7 Avril 2010 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

10-60) REQUALIFICATION URBAINE – PRESENTATION DE L'ETUDE SOMMAIRE – AFFERMISSEMENT D'UNE TRANCHE CONDITIONNELLE

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle que, par délibération n° 10-17 en date du 24 Février 2010, le Conseil Municipal a été informé du choix du cabinet A'DAO de Rennes pour la réalisation d'une étude portant sur 4 voies ou portions de voie distinctes, à savoir :

- L'avenue de la Libération
- La rue de Melesse (section Av des Acacias à Rue Jules Corvaisier)
- La route de Dingé en agglomération
- La route de Lourmais en agglomération

Le marché fait l'objet de deux lots :

- Lot 1 : Etudes sommaires sur l'avenue de la Libération, la rue de Melesse, la route de Dingé et la route de Lourmais
- Lot 2 : Etudes travaux et réalisation sur l'avenue de la Libération, la rue de Melesse, la route de Dingé et la route de Lourmais, avec une tranche ferme et cinq tranches conditionnelles

Suite à différentes réunions de travail, la phase esquisse a été présentée à la commission « voirie, infrastructure et affaires rurales » du 13 Avril 2010.

Ces études ont pris en compte les différents enjeux inscrits au programme, à savoir :

Pour l'avenue de la Libération :

- Le projet prendra en compte outre la desserte « interquartiers », mais également la desserte locale vers les services de proximité, ainsi que la desserte de transit.
- Le projet prendra en compte les différents modes de transport susceptibles de transiter par cette voie.
- Le projet aura une dimension environnementale comprenant dans la mesure du possible le réemploi des matériaux existants et la mise en œuvre de matériaux s'intégrant dans une démarche de développement durable.
- Le projet devra être conforme aux règles de la voirie routière et obtenir un accord de principe du Conseil Général, notamment en termes de sécurisation.
- L'esquisse prendra en compte les différents projets en cours et à venir, ainsi que des impératifs de développement tels que :
 - o La gestion de l'entrée de ville.
 - o La gestion de la vitesse en agglomération.
 - o La gestion des différents carrefours, notamment sur les axes structurants (Route de Tramel, Avenue Gautier...).
 - o La gestion du futur carrefour Libération/J. Corvaisier/Bd Urbain. (feux, giratoire...)
 - o Le projet de pôle intermodal.
 - o Le futur lotissement communal Gare/Bel Air.
 - o Le contournement Nord/Est de l'agglomération et les flux induits.
 - o Le lotissement de la Croix Briand.
 - o Etc....
- Un accent particulier sera apporté à la qualité et aux caractéristiques des matériaux proposés (infiltration, phonique etc....)

Pour la rue de Melesse :

- liaisons interquartiers de natures différentes telles que zones pavillonnaires, zone Artisanale, complexe sportif, cité scolaire.
- prise en compte des futures zones ouvertes à l'urbanisation et du contournement Nord/Est.

Pour la route de Dingé en agglomération :

- Requalification de l'entrée de ville dans le respect du périmètre ABF.
- Prise en compte de l'emplacement réservé au nord de la voie pour création de cheminement piéton et piste cyclable.
- Prise en compte potentiel à bâtir restant.

Pour la route de Lourmais en agglomération :

- requalification de l'entrée de ville.
- Prise en compte des emplacements réservés notamment au sud de la voie pour création de cheminement piéton.
- Prise en compte des futures zones ouvertes à l'urbanisation.

Monsieur Ronan HEUZE du cabinet A'DAO présente au Conseil Municipal les esquisses ainsi que l'Avant Projet Sommaire de l'ensemble des voies traitées, correspondant au lot n°1 de la mission confiée.

Suite à la phase étude sommaire du lot n°1, il convient d'engager les études de travaux et la réalisation telle que prévues au lot n° 2.

Pour rappel, ce lot n° 2 se décline de la façon suivante :

- ✓ Tranche ferme Avenue de la Libération pour la section entre le chemin de Bel-Air et la limite d'agglomération
- ✓ Tranche conditionnelle 1 - Avenue de la Libération pour la section entre le chemin de Bel-Air et le passage à niveau de la voie ferrée
- ✓ Tranche conditionnelle 2 - Avenue de la Libération pour la section entre le passage à niveau de la voie ferrée et la rue Jules Corvaisier
- ✓ Tranche conditionnelle 3 - Rue de Melesse (section Av des Acacias à Rue Jules Corvaisier)
- ✓ Tranche conditionnelle 4 - Route de Dingé en agglomération
- ✓ Tranche conditionnelle 5 - Route de Lourmais en agglomération

Pour les missions suivantes :

- ✓ APD Avant-projet Détaillé
- ✓ PRO Etudes de projet
- ✓ ACT Assistance à la passation des Contrats de Travaux
- ✓ EXE : Etudes d'exécution
- ✓ DET Direction de l'exécution des contrats de travaux
- ✓ AOR Assistance aux opérations de réception

Compte tenu des coûts induits par cette opération et de l'état des voiries concernées, il a été décidé de traiter en priorité :

- ✓ Tranche ferme Avenue de la Libération pour la section entre le chemin de Bel-Air et la limite d'agglomération
- ✓ Tranche conditionnelle 5 - route de Lourmais en agglomération

Afin de mener à bien ces 2 opérations de travaux, Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal d'affermir la tranche conditionnelle 5, correspondant à la route de Lourmais dans sa partie agglomérée, au taux de rémunération de 4,30 %, conformément aux conditions énoncées dans l'acte d'engagement consécutif à l'information faite au Conseil Municipal du 24 Février 2010.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 22 voix pour et 5 abstentions, ADOPTE la proposition ci-dessus.

10-61) DELEGATION DU SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE – CHOIX DU DELEGATAIRE ET APPROBATION DU CONTRAT

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que :

- Le contrat de délégation du service public de la commune de COMBOURG, pour l'eau potable, conclu avec la société VEOLIA EAU, arrive à échéance le 30 juin 2010.
- Par délibération n° 09-99 en date du 29 Juin 2009, le Conseil Municipal a été informé du choix de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt d'Ille et Vilaine pour nous assister dans ce dossier.
- Par délibération n° 09-139 en date du 28 Septembre 2009, il a été décidé du principe de déléguer sous la forme d'affermage le service public d'eau potable de la commune de COMBOURG pour une durée de 12,5 ans avec une option pour une durée de 6,5 ans, et de fixer les modalités de dépôt des listes pour l'élection de la commission d'ouverture des plis.
- Par délibération n° 09-160 en date du 4 Novembre 2009, il a été procédé à l'élection des membres de la commission d'ouverture des plis.

L'appel à candidatures pour la délégation du service public d'eau potable a été publié dans le quotidien Ouest France du 30 octobre 2009 et dans le Moniteur des Travaux Publics du 6 novembre 2009.

Cinq candidatures sont parvenues à la mairie de Combours, dans les délais réglementaires, à savoir avant le 8 décembre 2009, 12h00.

Les cinq sociétés sont:

- SAUR FRANCE à Mordelles (35)
- STGS à Avranches (50)
- VEOLIA à Rennes (35)
- NANTAISE des EAUX à Ste Luce-sur Loire (44)
- LYONNAISE DES EAUX à Guingamp (22)

La commission d'ouverture des plis, réunie le 11 décembre 2009, a autorisé l'ensemble des candidats à présenter une offre.

Les dossiers leur ont été envoyés le 15 décembre 2009, pour une limite de remise des offres fixée au 27 Janvier 2010, 12h00.

La commission a ouvert les plis lors de sa séance du 28 janvier 2010 et, après analyse, a décidé d'autoriser M Le Maire à engager librement toute discussion ou négociation utile avec les Sociétés SAUR, STGS et VEOLIA dans les conditions prévues aux articles L1411-1 et L1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les représentants des Sociétés SAUR, STGS et VEOLIA ont été auditionnés le 10 Mars 2010 par la commission d'ouverture des plis, et invités à présenter leur meilleure offre pour le 17 Mars 2010.

La commission d'ouverture des plis, réunie le 13 Avril 2010, après analyse des offres, se prononce pour le choix de la Société VEOLIA pour une durée de 12,5 ans. Monsieur Le Maire décide de procéder au choix de la Société VEOLIA.

Vu la transmission des différentes pièces aux membres du Conseil Municipal dans les délais prévus par l'article L 1411.7 du Code Général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la commission d'ouverture des plis, et suivants les motifs exposés dans son rapport,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE :

- D'approuver le choix de la Société VEOLIA.
- De confier, en conséquence, l'affermage de l'eau potable à la Société VEOLIA pour une durée de 12.5 ans, à compter du 1^{er} Juillet 2010.
- D'approuver le contrat de délégation.
- D'autoriser M Le Maire à signer les pièces correspondantes.

10-62) DELEGATION DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF – CHOIX DU DELEGATAIRE ET APPROBATION DU CONTRAT

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que :

- Le contrat de délégation du service public de la commune de COMBOURG, pour l'assainissement collectif, conclu avec la société VEOLIA EAU, arrive à échéance le 30 juin 2010.
- Par délibération n° 09-98 en date du 29 Juin 2009, le Conseil Municipal a été informé du choix de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt d'Ille et Vilaine pour nous assister dans ce dossier.
- Par délibération n° 09-138 en date du 28 Septembre 2009, il a été décidé du principe de déléguer sous la forme d'affermage le service public d'assainissement collectif de la commune de COMBOURG pour une durée de 12,5 ans, et de fixer les modalités de dépôt des listes pour l'élection de la commission d'ouverture des plis.
- Par délibération n° 09-160 en date du 4 Novembre 2009, il a été procédé à l'élection des membres de la commission d'ouverture des plis.

L'appel à candidatures pour la délégation du service public de l'assainissement collectif a été publié dans le quotidien Ouest France du 30 octobre 2009 et dans le Moniteur des Travaux Publics du 6 novembre 2009.

Cinq candidatures sont parvenues à la mairie de Combourg, dans les délais réglementaires, à savoir avant le 8 décembre 2009, 12h00.

Les cinq sociétés sont :

- SAUR FRANCE à Mordelles (35)
- STGS à Avranches (50)
- VEOLIA à Rennes (35)
- NANTAISE des EAUX à Ste Luce-sur Loire (44)
- LYONNAISE DES EAUX à Guingamp (22)

La commission d'ouverture des plis, réunie le 11 décembre 2009, a autorisé l'ensemble des candidats à présenter une offre.

Les dossiers leur ont été envoyés le 15 décembre 2009, pour une limite de remise des offres fixée au 27 Janvier 2010, 12h00.

La commission a ouvert les plis lors de sa séance du 28 janvier 2010 et, après analyse, a décidé d'autoriser M Le Maire à engager librement toute discussion ou négociation utile avec les Sociétés STGS et VEOLIA dans les conditions prévues aux articles L1411-1 et L1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les représentants des Sociétés STGS et VEOLIA ont été auditionnés le 10 Mars 2010 par la commission d'ouverture des plis, et invités à présenter leur meilleure offre pour le 17 Mars 2010.

La commission d'ouverture des plis, réunie le 13 Avril 2010, après analyse des offres, se prononce pour le choix de la Société VEOLIA. Monsieur le Maire décide de procéder au choix de la Société VEOLIA.

Vu la transmission des différentes pièces aux membres du Conseil Municipal dans les délais prévus par l'article L 1411.7 du Code Général des collectivités territoriales,

Vu l'avis de la commission d'ouverture des plis, et suivants les motifs exposés dans son rapport,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE :

- D'approuver le choix de la Société VEOLIA.
- De confier, en conséquence, l'affermage du service d'assainissement collectif à la Société VEOLIA pour une durée de 12.5 ans, à compter du 1^{er} Juillet 2010.
- D'approuver le contrat de délégation.
- D'autoriser M Le Maire à signer les pièces correspondantes.

Avant d'évoquer le point suivant, Monsieur le Maire remet à chaque Conseiller Municipal des documents destinés à servir de support aux informations énoncées dans la note de synthèse.

Il s'agit de plans détaillés et d'une notice technique et estimative résultant des travaux réalisés à ce jour sur ce dossier par les commissions « Finances-Bâtiments » et « Enfance-Enseignement-Culture ».

Les membres de la minorité municipale, estimant qu'il s'agit d'une communication tardive d'informations, quittent la séance à 22 h 15.

10-63) BATIMENT MULTI-ACCUEIL – VALIDATION DE L'AVANT-PROJET DÉTAILLÉ

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que la commune a entrepris la construction d'un bâtiment destiné à recevoir un service multi-accueil de la petite enfance. Pour mémoire, cette opération fait suite à une étude de faisabilité réalisée en 2008 par la société IZIY, actuel assistant à maître d'ouvrage, et les études ont été confiées au cabinet d'architecture Vignault & Faure.

Une esquisse du projet a été présentée au Conseil Municipal lors de la séance du 4 novembre 2009. Les commissions « Bâtiment - développement durable » et « Enfance, enseignement, culture » se sont réunies depuis à plusieurs reprises pour suivre les évolutions du projet :

- le 27 novembre 2009, présentation de l'Avant Projet Sommaire (APS), les réflexions portent sur les aménagements intérieurs ;
- le 2 décembre 2009, présentation d'un premier Avant-Projet Détaillé (APD) intermédiaire avec une toiture à pentes multiples perpendiculaires à la longueur du bâtiment ;
- le 16 décembre 2009, correction de l'APD intermédiaire : présentation d'une toiture à deux pentes dans le sens de la longueur du bâtiment ; une première approche financière montre que l'enveloppe du programme, fixée à 770 000 euros HT et incluant le bâtiment, le mobilier, les équipements et les honoraires sur travaux, n'est pas respectée. Il a donc été demandé à l'architecte de réaliser des économies dans son projet pour rester dans cette enveloppe, notamment en réduisant les surfaces pour se rapprocher de celles figurant au programme ;
- le 4 mars 2010, correction de l'APD pour correspondre à l'enveloppe financière du projet. Le comité de pilotage exprime sa préférence pour une toiture deux pans en appentis sur l'arrière, pour des brise-soleils extérieurs à lames orientables plutôt qu'une casquette, et valide les aménagements intérieurs ;
- le 31 mars 2010, correction de l'APD qui reprend les éléments validés par le comité de pilotage lors de la réunion du 4 mars 2010. Le comité de pilotage demande à l'architecte d'intégrer des débords sur la toiture.

Une dernière réunion en phase APD a eu lieu le 25 mai 2010 en vue de la présentation du projet intégrant l'ensemble des corrections demandées (débords de toits et fermeture du préau sur la façade nord-ouest).

Tableau des surfaces APD :

Enfants	
Vestiaires	13.5
Espace éveil dont espace repas	74.5
Salle de changes en 2 zones	15
4 chambres	54
Dégagement chambres	13
2 salles d'activités	15
Rangements intérieurs	3.5
Motricité	62
Personnel	
Direction	13
Bureau polyvalent	15
Repas détente	14.5
Vestiaires et sanitaires	9
Techniques	
Cuisine et réserves	15
Biberonnerie	5
Buanderie	8.5
Entretien	5.5
Local technique	3
Local poubelle	4.5
Parents	
Sanitaires	3.5
Local poussettes	10
Hall / dégagement	7
Total intérieur	364
Jardin extérieur	100
Total	464

Le total des surfaces est de 464 m² et la surface hors d'œuvre nette (SHON) de l'équipement est de 408 m².

L'enveloppe financière initiale affectée au programme est de 690 000 € HT. En intégrant le bureau polyvalent devant notamment servir au service RAM de la Communauté de communes et ne figurant pas au programme, l'enveloppe recalée est de 716 841.35 € HT.

L'estimation du Coût Prévisionnel des Travaux au stade APD présente :

- un coût de 736 050 € HT y compris VRD et aménagements extérieurs,
- des options pour les aménagements du préau, des débords de toit et du rafraîchissement du local déchets pour un coût de 28 950 €
- un coût total de 765 000 € HT.
- un écart de 6.3% avec l'enveloppe financière.
- un ratio coût de construction du projet de 1875 € HT /m²

La validation de l'Avant Projet Détaillé entraîne la signature d'un avenant au contrat de maîtrise d'œuvre permettant la notification d'un Coût Prévisionnel des Travaux et d'acter

l'engagement du maître d'œuvre à construire le projet pour ce montant, en fixant sa rémunération définitive.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- d'approuver l'Avant Projet Détaillé (APD)
- de solliciter des aides financières auprès de la Caisse d'Allocations Familiales, du Conseil Général et de la Communauté de Communes Bretagne Romantique
- d'autoriser le maire à signer tous les actes nécessaires à cet effet
- d'autoriser le maire à signer et à notifier au maître d'œuvre, Vignault & Faure, l'avenant correspondant au Coût Prévisionnel des Travaux.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE l'ensemble de ces propositions.

10-64) ADMINISTRATION ÉLECTRONIQUE – DÉMATÉRIALISATION DU CONTROLE DE LÉGALITÉ

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO expose au Conseil Municipal que l'article 139 de la loi du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales, prévoit que les actes des autorités décentralisées soumis au contrôle de légalité peuvent être transmis par voie électronique au représentant de l'État (article L.2131-1 du C.G.C.T.).

La dématérialisation du contrôle de légalité se fait dans le cadre de l'application ACTES (Aide au Contrôle et à la Télétransmission Electronique Sécurisée), développée par les services du Ministère de l'Intérieur. Cette application permet la transmission des actes par voie électronique au représentant de l'Etat, et le suivi des actes par celui-ci après réception.

La transmission par voie électronique emporte les mêmes effets que l'envoi matériel sur support papier, prévu jusqu'à présent par le C.G.C.T.

La commune de Combourg a passé une convention en date du 9 mars 2010 avec le syndicat mixte de coopération territoriale e-mégalis Bretagne afin de pouvoir bénéficier de ses services en matière de télétransmission des actes au contrôle de légalité.

Le décret en Conseil d'Etat, pris en application de l'article 139 de la loi du 13 août 2004, prévoit que la collectivité territoriale signe avec le Préfet une convention qui précise les références du dispositif choisi et les engagements des deux parties.

La liste des actes télé-transmissibles figure à l'article L 2131-2 du code général des collectivités territoriales :

- les délibérations du Conseil Municipal ou les décisions prises par délégation du Conseil en application de l'article L 2122-22 ;
- les décisions réglementaires et individuelles prises par le maire dans l'exercice de son pouvoir de police ;
- les actes à caractère réglementaire pris par les autorités communales dans tous les autres domaines qui relèvent de leur compétence en application de la loi (à l'exception des actes de commande publique, des actes budgétaires et des actes d'urbanisme) ;
- les décisions individuelles relatives au recrutement et à la carrière des agents.

Dans un premier temps, la commune ne transmettra par voie électronique que les délibérations du Conseil Municipal ou les décisions prises par délégation du Conseil en application de l'article L 2122-22.

Des avenants à la convention seront passés ensuite avec la Préfecture pour revoir la liste des actes que la Commune pourra télétransmettre.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- d'approuver le principe de la mise en place par la commune de la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité ;
- d'approuver la convention ci-jointe avec la Préfecture d'Ille-et-Vilaine ;
- d'autoriser le maire à signer cette convention ainsi que toutes les pièces s'y rapportant et nécessaires à la mise en œuvre de la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE l'ensemble de ces propositions.

10-65) RÉALISATION DE LA MÉDIATHÈQUE DU POLE CULTUREL INTERGÉNÉRATIONNEL – MARCHE DE TRAVAUX - ATTRIBUTION DES LOTS Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération n° 09-51 en date du 30 Mars 2009, le Conseil Municipal a été informé du choix du cabinet GOLHEN de Rennes, pour la réalisation du pôle culturel intergénérationnel. Les études présentées par le cabinet GOLHEN lors des différentes réunions de travail ont permis d'aboutir à un projet ventilé comme suit :

	Usages	Surface en m²
Niveau RDC	Sas	7,00
	Accueil / prêts / hall	47,35
	Bureau de direction	19,25
	Magasin et réserves	37,90
	Espace périodiques	61,60
	Espace enfants	103,50
	L'heure du conte	34,40
	Sanitaires	23,70
	Local technique	3,40
	Local ménage	3,55
	Chaufferie	8,45
	Circulations	10,05
Niveau 1	Plateau multimédia	134,80
	dégagements	4,70
Niveau 2	Point accueil	3,00
	Espace adultes / jeunesse	118,85
	dégagements	4,70
	Local technique	11,65
Total des surfaces		637.85

L'estimation des coûts des différents lots fait apparaître un total de 1 081 000 euros HT, conforme à l'enveloppe prévisionnelle du projet :

- Lot n°1	Démolitions, gros œuvre, désamiantage	349 000,00 €
- Lot n°2	Charpente bois – Bardage bois	26 500,00 €
- Lot n°3	Couverture ardoise et zinc, bardage zinc	50 500,00 €
- Lot n°4	Menuiseries extérieures aluminium	52 000,00 €
- Lot n°5	Serrurerie	38 000,00 €
- Lot n°6	Cloisons sèches	54 000,00 €
- Lot n°7	Menuiseries bois	68 000,00 €
- Lot n°8	Revêtements de sols, faïence	50 000,00 €
- Lot n°9	Plafonds suspendus	14 000,00 €
- Lot n°10	Peinture	25 000,00 €
- Lot n°11	Electricité – courants faibles	65 000,00 €
- Lot n°12	Plomberie – chauffage - VMC	110 000,00 €
- Lot n°13	V.R.D.	73 000,00 €
- Lot n°14	Mobilier	80 000,00 €
- Lot n°15	Ascenseur	26 000,00 €
TOTAL HT		1 081 000,00 €

Le mode de dévolution choisi pour les marchés de travaux est la procédure adaptée (MAPA), conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics.

La consultation a été lancée le 10 mars 2010 avec un avis de publicité à Ouest-France et sur la plateforme de dématérialisation e-Mégalis. La date limite de réception des offres a été fixée au vendredi 2 avril 2010 à 12h00.

191 dossiers de consultation des entreprises (DCE) ont été retirés : 118 par téléchargement via Internet sur la plateforme de dématérialisation, et 73 au format papier. 85 offres ont été remises dans les délais.

Un classement des offres économiquement les plus avantageuses a été établi conformément aux critères pondérés d'attribution suivants :

- 1/ Valeur technique : 40%
- 2/ Prix : 40%
- 3/ Délais d'exécution : 20%

Le Comité d'Analyse des Procédures Adaptées s'est réuni le 13 avril 2010 et, suite à la présentation de l'analyse des offres par l'équipe de maîtrise d'œuvre, a émis un avis favorable pour le classement proposé pour les lots 1, 2, 3, 5, 6, 7, 8, 10, 11 et 13.

S'agissant de ces lots, elle a émis l'avis :

- de retenir l'option « ensembles en bois sur la façade nord du bâtiment réhabilité » du lot 7 pour un montant de 11 448.35 € HT ;
- de ne pas retenir les options concernant les lots 2, 3, 8, 10 et 11.

Le Comité a manqué d'éléments pour donner son avis pour les lots 4, 9, 12, 14 et 15 et a demandé à l'équipe de maîtrise d'œuvre de réunir les éléments manquants pour établir un classement pertinent.

Le Comité d'Analyse des Procédures Adaptées s'est réuni à nouveau le 21 avril 2010 pour la présentation par l'équipe de maîtrise d'œuvre des corrections apportées pour les lots qui n'ont pu faire l'objet d'un avis lors de la réunion du 13 avril 2010, c'est-à-dire les lots 4 (Menuiseries extérieures aluminium), 9 (Plafonds suspendus), 12 (Plomberie – chauffage – VMC), 14 (Mobilier) et 15 (Ascenseur).

Suite à la présentation de l'analyse des offres par l'équipe de maîtrise d'œuvre, le comité émet un avis favorable pour le classement proposé pour les lots 4, 9, 12, 14 et 15. S'agissant de ces lots, elle émet l'avis de ne pas retenir les options concernant les lots 4 et 9.

Après avis du Comité d'Analyse des Procédures Adaptées, le pouvoir adjudicateur a décidé d'attribuer aux entreprises suivantes :

Nature des prestations		Attributaire	Montant de l'offre
- Lot n°1	Démolitions, gros œuvre, désamiantage	SARL COREVA 35538 BRECE	287 386,42
- Lot n°2	Charpente bois – Bardage bois	SCOB SARL 35310 BREAL SOUS MONTFORT	30 196,00
- Lot n°3	Couverture ardoise et zinc, bardage zinc	Ange BILHEUDE 35501 VITRE	51 400,05
- Lot n°4	Menuiseries extérieures aluminium	SAS LEBLANC 53500 ERNEE	53 812,19
- Lot n°5	Serrurerie	AMSA OUEST 35120 DOL DE BRETAGNE	45 787,00
- Lot n°6	Cloisons sèches	SRBG 35520 LA MEZIERE	49 500,00
- Lot n°7	Menuiseries bois	SARL MENUISERIE HUBERT 35137 PLEUMELEUC	67 542,63 + 11 448,35
- Lot n°8	Revêtements de sols, faïence	SA LEBLOIS 50240 SAINT-JAMES	37 233,50
- Lot n°9	Plafonds suspendus	LANGLOIS SOBRETI 35063 RENNES	23 438,66
- Lot n°10	Peinture	Ets TIRIAULT SARL 35690 ACIGNE	22 538,81
- Lot n°11	Electricité – courants faibles	SARL CAILLOT-POTIN 35230 NOYAL-CHATILLON	58 415,39
- Lot n°12	Plomberie – chauffage - VMC	CSA 22000 SAINT BRIEUC	72 403,68
- Lot n°13	V.R.D.	TRAVAUX PUBLICS DE BRETAGNE 35502 VITRE	55 764,30
- Lot n°14	Mobilier	BORGEAUD BIBLIOTHEQUES 92220 BAGNEUX	69 216,67
- Lot n°15	ascenseur	Ascenseurs ALTILIFT 35520 LA MEZIERE	21 800,00
TOTAL HT			946 435,30 + 11 448,35

Le montant total des travaux, y compris l'option retenue pour le lot menuiseries bois, est donc de 957 883.65 euros HT, soit un écart de – 11,39 % avec l'estimatif prévisionnel.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

10-66) MODIFICATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (P.L.U.)

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint chargé de l'Urbanisme

Monsieur HAMELIN rappelle au Conseil Municipal que le Plan Local d'Urbanisme a été approuvé le 13 novembre 2006, modifié le 1^{er} avril 2008.

Il est exposé au conseil municipal qu'il est de l'intérêt de la commune de procéder à une modification du P.L.U. pour faire évoluer à la fois des points réglementaires et graphiques.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

10-67) REVISION SIMPLIFIEE DU P.L.U. – LES HAUTS ROCHERS

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint chargé de l'Urbanisme

Monsieur HAMELIN rappelle au Conseil Municipal que le Plan Local d'Urbanisme a été approuvé le 13 novembre 2006, modifié le 1^{er} avril 2008.

Des évolutions de zonage au lieudit « Les Hauts Rochers » permettraient une prise en compte du bâti existant et une évolution de celui-ci.

Ces changements ayant une portée d'intérêt général, Monsieur HAMELIN propose au conseil municipal :

- de prescrire la révision simplifiée du P.L.U. sur le secteur « Les Hauts Rochers » conformément aux articles L.123-1 et suivants, R.123-1 et suivants du code de l'urbanisme
- de charger la commission urbanisme du suivi de l'étude du Plan Local d'Urbanisme
- de mener la procédure selon le cadre défini par l'article L.123-13 du code de l'urbanisme en ce qui concerne l'association et la consultation des diverses personnes publiques
- de fixer les modalités de concertation prévues par l'article L.300-2 du code de l'urbanisme selon les modalités suivantes : une parution d'articles dans le journal hebdomadaire de la commune
- de donner autorisation au maire pour signer toute convention qui serait nécessaire à la mise à disposition des services de l'Etat
- que les crédits sont inscrits au budget de la commune, exercice 2010, sous-rubrique article 202 opération 401

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE l'ensemble de ces propositions.

10-68) REVISION SIMPLIFIEE DU P.L.U. – LE VERGER

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint chargé de l'Urbanisme

Monsieur HAMELIN rappelle au Conseil Municipal que le Plan Local d'Urbanisme a été approuvé le 13 novembre 2006, modifié le 1^{er} avril 2008.

Des évolutions de zonage au lieudit « Le Verger » permettraient une prise en compte du bâti existant et une évolution de celui-ci.

Ces changements ayant une portée d'intérêt général, Monsieur HAMELIN propose au conseil municipal :

- de prescrire la révision simplifiée du P.L.U. sur le secteur « Le Verger » conformément aux articles L.123-1 et suivants, R.123-1 et suivants du code de l'urbanisme
- de charger la commission urbanisme du suivi de l'étude du Plan Local d'Urbanisme
- de mener la procédure selon le cadre défini par l'article L.123-13 du code de l'urbanisme en ce qui concerne l'association et la consultation des diverses personnes publiques
- de fixer les modalités de concertation prévues par l'article L.300-2 du code de l'urbanisme selon les modalités suivantes : une parution d'articles dans le journal hebdomadaire de la commune
- de donner autorisation au maire pour signer toute convention qui serait nécessaire à la mise à disposition des services de l'Etat
- que les crédits sont inscrits au budget de la commune, exercice 2010, sous-rubrique article 202 opération 401

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE l'ensemble de ces propositions.

10-69) REVISION SIMPLIFIEE DU P.L.U. – LE GRAND VAL

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint chargé de l'Urbanisme

Monsieur HAMELIN rappelle au Conseil Municipal que le Plan Local d'Urbanisme a été approuvé le 13 novembre 2006, modifié le 1^{er} avril 2008.

Des évolutions de zonage au lieudit « le grand val » permettraient un développement d'activités économiques dans ce secteur.

Ces changements ayant une portée d'intérêt général, il est proposé au conseil municipal :

- de prescrire la révision simplifiée du P.L.U. sur le secteur « le grand val » conformément aux articles L.123-1 et suivants, R.123-1 et suivants du code de l'urbanisme
- de charger la commission urbanisme du suivi de l'étude du Plan Local d'Urbanisme
- de mener la procédure selon le cadre défini par l'article L.123-13 du code de l'urbanisme en ce qui concerne l'association et la consultation des diverses personnes publiques
- de fixer les modalités de concertation prévues par l'article L.300-2 du code de l'urbanisme selon les modalités suivantes : une parution d'articles dans le journal hebdomadaire de la commune
- de donner autorisation au maire pour signer toute convention qui serait nécessaire à la mise à disposition des services de l'Etat
- que les crédits sont inscrits au budget de la commune, exercice 2010, sous-rubrique article 202 opération 401

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE l'ensemble de ces propositions.

10-70) CHOIX D'UN CABINET D'ETUDE POUR MODIFICATION ET REVISIONS SIMPLIFIEES DU P.L.U.

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint chargé de l'Urbanisme

Monsieur HAMELIN expose au Conseil Municipal que, considérant les points évoqués précédemment, il est opportun de s'octroyer l'attache d'un cabinet d'études pour constituer les dossiers nécessaires à la modification et aux révisions simplifiées du P.L.U.

Une consultation en procédure adaptée pour le choix d'un cabinet d'études va être menée.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

10-71) LOTISSEMENT COMMUNAL GARE/BEL-AIR – MARCHE DE TRAVAUX - ATTRIBUTION DES LOTS

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN rappelle au Conseil Municipal que, par délibération 10-06 en date du 24 février 2010, il a été décidé :

- D'approuver le DCE
- D'autoriser Monsieur le Maire à lancer la procédure de marché de travaux sous la forme d'une procédure adaptée.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces du marché.
- D'inscrire le montage financier correspondant à cette opération et l'emprunt pouvant en résulter, aux budgets du lotissement concerné.

Pour une simplification du dossier, le nombre de lots a été réduit à 5, dans le respect des caractéristiques techniques et financières, par la création de tranches conditionnelles et d'options, conformément au tableau suivant :

Désignation			Estimation HT
Lot 0 - Bassin tampon assainissement	Tranche Ferme		59 966,00 €
Lot 1 - Terrassement Voirie	Tranche Ferme		337 088,50 €
	Tranche Conditionnelle	Voirie chemin de ruant	12 637,50 €
	Option	Construction de mur de soutènement (pas de murets techniques mis en place)» sur voirie du chemin de Ruant – lg = 55 ml	27 500,00 €
	Variante Option	Construction de mur de soutènement (murets techniques mis en place)» sur voirie du chemin de Ruant – lg = 45 ml	22 500,00 €
Lot 2 - Assainissement	Tranche Ferme		149 921,00 €
Lot 3 - Réseaux souples	Tranche Ferme		254 195,50 €
	Tranche Conditionnelle	Eclairage public Chemin de Ruant	12 180,00 €
	Option	Création de 26 murets techniques	23 400,00 €
Lot 4 - Espaces Verts	Tranche Ferme		18 334,30 €
	Tranche Conditionnelle	Chemin de Ruant et Bassin tampon	4 976,00 €
	Option	Mobilier et petite maçonnerie	17 930,00 €
TOTAL TRANCHES FERMES			819 505,30 €
TOTAL TRANCHES FERMES ET CONDITIONNELLES			849 298,80 €
TOTAL TRANCHES FERMES, CONDITIONNELLES ET OPTIONS			918 128,80 €
TOTAL TRANCHES FERMES, CONDITIONNELLES ET OPTION (Lot n°1 - Variante Option)			913 128,80 €

A ce titre, une consultation selon la procédure adaptée a été lancée, et un avis d'appel public à la concurrence a été envoyé au journal Ouest-France et à la plate forme e-mégalis, le 24 Mars 2010.

67 DCE ont été retirés et 25 offres réceptionnées avant la limite de dépôt des offres fixée au 16 Avril 2010 à 12h00.

Le Pouvoir Adjudicateur a procédé à l'ouverture des différentes propositions le 16 Avril 2010, et transmis les éléments au maître d'œuvre pour analyse.

Suite à l'analyse effectuée par la maîtrise d'œuvre, et suivant l'avis de la CAPA du 29 Avril 2010, le Pouvoir Adjudicateur a décidé d'attribuer le marché conformément au tableau suivant :

Désignation			Retenu	Montant HT	Entreprise
Lot 0 - Bassin tampon assainissement	Tranche Ferme		oui	49 957.50 €	FTPB
Lot 1 - Terrassement Voirie	Tranche Ferme		oui	265 789.60 €	STPB/CARDIN
	Tranche Conditionnelle	Voirie chemin de ruant	oui	11 773.50 €	
	Option	Construction de mur de soutènement (pas de murets techniques mis en place)» sur voirie du chemin de Ruant lg= 55 ml	oui	19250,00 €	
	Variante Option	Construction de mur de soutènement (murets techniques mis en place)» sur voirie du chemin de Ruant – lg= 45 ml	non		
TOTAL Lot n°1				296 813.10 €	
Lot 2 - Assainissement	Tranche Ferme		oui	108 254.00 €	SOTRAV
Lot 3 – Réseaux souples	Tranche Ferme		oui	158 865.00 €	FTPB
	Tranche Conditionnelle	Eclairage public Chemin de Ruant	oui	7344,00 €	
	Option	Création de 26 murets techniques	non		
TOTAL Lot n°3				166 209.00 €	
Lot 4 – Espaces Verts	Tranche Ferme		oui	9 134.05 €	GORRONNAISE DES JARDINS
	Tranche Conditionnelle	Chemin de Ruant et bassin tampon	oui	2 864.20 €	
	Option	Mobilier et petite maçonnerie	oui	4 740.00 €	
TOTAL Lot n°4				16 738.25 €	
TOTAL TRANCHES FERMES				592 000.15 €	
TOTAL TRANCHES FERMES ET CONDITIONNELLES				613 981.85 €	
TOTAL TRANCHES FERMES, CONDITIONNELLES ET OPTIONS				637 971.85 €	

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

10-72) LOTISSEMENT COMMUNAL GARE/BEL-AIR – RÉALISATION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX – PERMIS D'AMENAGER MODIFICATIF

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint

Monsieur HAMELIN rappelle que, par délibération n° 09-23, en date du 23 Février 2009, il a été décidé d'approuver le projet de lotissement communal selon les caractéristiques suivantes :

Ce projet de 42 logements, inscrit sur un terrain d'environ 27 291 m², décline :

- 3 macrolots, offrant la possibilité de 16 maisons pour une superficie totale de terrain d'environ 5384 m².
- 26 lots libres pour une superficie totale de terrain d'environ 12 834 m².
- Espaces communs (voirie, espaces verts...) pour une superficie totale de terrain d'environ 9073 m².

Il est par ailleurs rappelé au Conseil Municipal que, par délibération n° 09-102 en date du 29 juin 2009, il a été décidé d'approuver la convention entre « la Commune de Combours et la SA HLM La Rance pour la réalisation de 13 logements locatifs sociaux et 3 logements en accession sociale à la propriété sur les 3 macrolots A – B – C du lotissement d'une superficie d'environ 5 384 m² (lot A : 1 359 m² - lot B : 1 766 m² et lot C : 2 256 m²).

En raison de la conjoncture actuelle, et en accord avec la SA HLM La Rance, il est proposé de réaffecter le macrolot A, destiné initialement à la réalisation de 3 logements en accession sociale à la propriété, d'une superficie de 1359 m², au titre des lots libres. Ce macrolot A se déclinera en 3 lots libres, portant ainsi à 29 le nombre de lots pour une superficie de 14 193 m².

Les caractéristiques du projet se trouvent donc modifiées de la façon suivante :

Ce projet de 42 logements, inscrit sur un terrain d'environ 27 291 m², décline :

- 2 macrolots, offrant la possibilité de 13 maisons pour une superficie totale de terrain d'environ 4 025 m².
- 29 lots libres pour une superficie totale de terrain d'environ 14 193 m².
- Espaces communs (voirie, espaces verts...) pour une superficie totale de terrain d'environ 9073 m².

Ces modifications n'engendrent aucun surcoût lié à l'aspect technique de viabilisation des lots.

Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal :

- D'approuver les modifications présentées.
- D'autoriser le Maire à déposer le dossier de permis d'aménager modificatif.
- D'approuver la nouvelle convention entre la Commune de Combours et la SA HLM La Rance pour la réalisation de 13 logements locatifs sociaux.

Et de solliciter les aides suivantes auprès :

- Du Conseil Général, dans le cadre du développement du parc locatif social public

- De la Communauté de Communes Bretagne Romantique, dans le cadre de l'aide à la charge foncière
- Du Syndicat Départemental d'Energie
- D'E.R.D.F.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE l'ensemble de ces propositions.

10-73) LOTISSEMENT COMMUNAL GARE –BEL AIR - CONDITIONS DE VENTE DES LOTS

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, 1^{er} Adjoint chargé de l'urbanisme

Monsieur HAMELIN rappelle au Conseil Municipal que la Ville de Combours a décidé de réaliser un lotissement d'habitation sur un terrain dont elle est propriétaire situé au lieu-dit « Bel Air » entre la Gare et le lotissement Cottage « Bel Air ».

Par délibération en date du 23 février 2009, le Conseil Municipal a approuvé le projet de lotissement et autorisé le maire à déposer le permis. Lors de cette présente séance, le Conseil Municipal sera également invité à délibérer pour approuver le modificatif au permis d'aménager.

Les éléments financiers pouvant être cernés dans leur quasi-totalité, un état des dépenses du lotissement sera présenté au Conseil Municipal.

Suite à la réunion de la commission « urbanisme » qui s'est réunie le 12 mai 2010, il sera proposé au conseil municipal, à partir de ces éléments et compte tenu des surfaces commercialisables du lotissement (14 193 m²), de fixer le prix de vente de ce lotissement à **69 € H.T. le mètre carré**.

Les dépenses du lotissement s'élèvent à 1 205 763 € H.T., le lotissement bénéficiera de financements de divers organismes, dont la commune à hauteur de 65 000 €.

Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal :

- De fixer le prix de vente des terrains du lotissement « La Gare /Bel Air » à **69 € H.T. le mètre carré**.
- De donner la priorité aux « primo-accédants » ainsi qu'aux personnes qui souhaitent réduire leurs trajets ou emprunter les transports en commun (gare SNCF).
- De confier à la SCP Lacourt-Priol de Combours la vente de ce lotissement et l'établissement des actes correspondants.
- D'autoriser le Maire à signer tous les dossiers relatifs à ces négociations

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE l'ensemble de ces propositions.

10-74) ENCAISSEMENT DES CHEQUES DE DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE) DE LA MEDIATHEQUE

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX rappelle que, par délibération n° 09-183 en date du 15 Décembre 2009, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de consultation des entreprises pour la réalisation de la médiathèque du pôle culturel et a autorisé le Maire à lancer la consultation.

L'avis d'appel public à la concurrence, paru le 17 mars 2010, annonçait la somme de 25 € pour l'envoi du dossier de consultation.

73 dossiers ont été envoyés, représentant un montant de 1 825 € reçus par chèques.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à encaisser les 73 chèques pour un montant de 1 825 €.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

10-75) ENCAISSEMENT DES CHEQUES DE DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE) DES TRAVAUX DE MISE EN VIABILITE DU LOTISSEMENT GARE - BEL AIR

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX rappelle que, par délibération n° 10-06 en date du 24 Février 2010, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de consultation des entreprises pour les travaux de mise en viabilité du lotissement Gare – Bel Air et a autorisé le Maire à lancer la consultation sous la forme d'une procédure adaptée.

L'avis d'appel public à la concurrence, paru le 26 mars 2010, annonçait la somme de 20 € pour l'envoi du dossier de consultation.

13 dossiers ont été envoyés, représentant un montant de 260 € reçus par chèques.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à encaisser les 13 chèques pour un montant de 260 €.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

10-76) TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT ET D'EFFACEMENT DES RESEAUX – LOT N° 2 – AVENANT N°1

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux de « Renouvellement et d'Effacement des Réseaux Divers », marché à appel d'offre ouvert, l'entreprise **STURNO** de Avranches (50), titulaire du **lot n° 2 – Réseaux Souples** - a présenté un avenant en plus value d'un montant de **3 501.70 € H.T** mentionnant :

** travaux complémentaires d'effacement de réseaux Rue de Melesse.*

Le montant du marché initial de **37 921.50 € H.T.**, soit **45 354.12 € T.T.C.**, se trouve porté à la somme de **41 423.20 € H.T.**, soit **49 542.15 € T.T.C.** (représentant une augmentation de **9.23 %**)

Le 11 mai 2010, cet avenant a été présenté à la Commission d'Appel d'Offres (CAO) qui a émis un avis favorable à l'acceptation de cet avenant.

Conformément à l'article L2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et en particulier de souscrire les marchés, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'accepter l'avenant de l'entreprise **STURNO** d'Avranches et d'autoriser le Maire à le signer.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition et autorise le Maire à signer l'avenant précité.

10-77) TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DE L'ECOLE ELEMENTAIRE – AVENANTS

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que dans le cadre des travaux de « Restructuration de l'école élémentaire, marché à procédure adaptée, plusieurs entreprises ont présenté des avenants en plus et moins value, ils concernent les lots suivants :

ENTREPRISE TITULAIRE	N°	MONTANT DU MARCHE H.T.	DESCRIPTION TRAVAUX	MONTANT PLUS VALUE	MONTANT MOINS VALUE	%	NOUVEAU MONTANT DU MARCHE
EAR MARIOTTE revêtements sols LOT N°8	1	28 942.67 €	Enduit de ragréage Fourniture et pose revêtement de sol linoléum		20 502.79 €	70.84%	8 439.88 €
EAR MARIOTTE (revêtements sols) LOT N°8	2	28 942.67 €	Exécution d'une chappe traditionnelle Exécution d'un enduit de ragréage Fourniture et pose sol linoléum	20 354.37 €		70.33%	49 297.04 €
							(1)
COREVA (gros œuvre démolition) LOT N°2	1	41 478.36 €	Dépose éléments préfabriqués Dépose de poteau des points de fixation Evacuation en décharge Reprise corniche côté EST Reprise corniche ponctuelle Réalisation 2 carottages dans local technique en pignon	3 186.75 €		7.68%	44 665.11 €
COREVA (gros œuvre démolition) LOT N°2	2	41 478.36 €	Dépose faïence pignon nord		2 041.20 €	4.92%	39 437.16 €
							(2)
ICE (électricité) LOT N°11	1	37 871.01 €	Complément poste de travail Modification éclairage Modification éclairage de secours Trappe de visite dans caisson VMC modification salle d'étude	5 245.75 €		13.85%	43 116.76 €
SER AL FER (menuiseries ext aluminium serrurerie) LOT N° 4	1	98 056.00 €	Remplacement des stores de base par des stores intérieurs avec occultation totale	1 953.00 €		1.99%	100 009.00 €
CVP (plomberie sanitaires chauffage ventilation) LOT N°10	1	54 251.00 €	Fourniture et pose de lavabos Porcher	1 500.00 €		2.76%	55 751.00 €
BREL (plafonds susp.) LOT N°7	1	11 653.04 €	remplacement de la retombée de plafond an BA13 par une dalle de faux plafond 120 x 60 posée à l'oblique	640.20 €		5.49%	12 293.24 €

(1) Le montant du marché de l'entreprise **MARIOTTE** après les avenants 1 et 2 est porté à la somme de **28 794.25 € T.T.C.**

(2) Le montant du marché de l'entreprise **COREVA** après les avenants 1 et 2 est porté à la somme de **42 623.91 € T.T.C.**

Conformément à l'article L2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et en particulier de souscrire les marchés, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'accepter les avenants des entreprises dont l'avenant en plus ou moins value est égal ou supérieur à 5 % et d'autoriser le Maire à signer les avenants des entreprises MARIOTTE (1 et 2), COREVA (1), ICE et BREL.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition et autorise le Maire à signer les avenant précités.

10-78) SALLE KARATE - RUE DES SPORTS – TRAVAUX DE TOITURE

Rapporteur : Madame Yolande Giroux, Adjointe

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que la toiture de l'ancienne école maternelle aujourd'hui à usage de salle karaté étant en très mauvais état, il a été décidé de procéder à sa rénovation.

A cet effet, une déclaration de travaux pour réfection de la toiture à l'identique a été déposée le 18 février 2010 et accordée le 1^{er} avril 2010.

L'Architecte des Bâtiments de France a émis un avis favorable sous réserve d'effectuer une couverture en ardoises de petit module, posées au clou cuivre carré cranté sur un voligeage jointif.

Une consultation en procédure adaptée a été effectuée en date du 30 mars 2010.

Après réception des différentes offres, il a été décidé de retenir l'entreprise GAVARD pour un montant de 24 247.00 € HT soit 28 999.41 € TTC

S'agissant d'un édifice ayant un intérêt remarquable et notifié comme tel dans le projet de la ZPPAUP (Zone de Protection du Patrimoine Architecture, Urbain et Paysager), Madame GIROUX propose au Conseil Municipal de solliciter les subventions auprès :

- De l'Association des Petites Cités de Caractère
- De l'Etat notamment la Direction Régionale des Affaires Culturelles

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

10-79) AMENAGEMENT DE RUES – PROGRAMME VOIRIE 2009 – SECTEURS CONCEDES – AFFERMISSEMENT D'UNE TRANCHE CONDITIONNELLE

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle au Conseil Municipal que, par délibération en date du 23 Février 2009, il a été informé du choix du cabinet TECAM de Fougères pour assurer la maîtrise d'œuvre du programme voirie 2009, pour les secteurs concédés suivants :

- Accès Fauvelière
- Rue de la Mairie
- Ruelle des Jardins

Il rappelle également au Conseil Municipal que, par délibération n° 09-126 en date du 27 Juillet 2009, il a été notamment décidé :

- De ne pas affermir la tranche conditionnelle, Ruelle des Jardins.
- De retenir la tranche ferme, Rue de la Mairie et Rue de la Fauvelière.

- Le bilan financier des programmes voirie 2009, en régie et concédé, réalisés par la société SACER, faisant apparaître des économies conséquentes,
- L'étude de la Ruelle des Jardins et son coût de réalisation étant définis,

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal d'affermir la tranche conditionnelle pour un montant de 23 265.65 € HT (prix juin 2009 actualisable).

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

10-80) COMPTE RENDU DES MARCHES SIGNES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE LA DELEGATION RELATIVE AUX MAPA SELON LA PROCEDURE ARTICLE 28 DU CODE DES MARCHES PUBLICS.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1^{er} Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour l'attribution et la signature des marchés à procédure adaptée (MAPA).

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis le dernier Conseil Municipal.

A ce titre, le Maire a attribué et signé les marchés suivants :

Tableau récapitulatif des marchés à procédure adaptée signés depuis le dernier Conseil Municipal			
Objet de la consultation	Nom de l'entreprise	Offre de prix HT	Montant Total TTC
1) Panneaux d'interprétation – Circuit Chateaubriand	Pascal Gohard de Ste Luce sur Loire 44985 Intersignal de Pommeret 22120 Jézéquel Publicité de Trégueux 22950	17 908.00 € 17 550.00 € 16 600.22 €	21 417.97 € 20 989.80 € 19 853.86 €
2) Reprographie des dossiers de consultations des entreprises pour les travaux de mise en viabilité du lotissement « La Gare-Bel Air » (prix à l'unité)	SEVEN de St Jacques de la Lande Tirex de Cesson Sévigné ADA de Rennes	19.70 € 18.15 € 16.93 €	23.56 € 21.71 € 20.25 €

La proposition retenue figure en gras dans le tableau

Ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

10-81) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (15^e alinéa) et L2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 08-36 en date du 1^{er} Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22, 15^{ème} alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Arrêté n° 10.009T en date du 25 mars 2010 (**DIA n° 9**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - o Parcelles AH 174 et AH 211 d'une superficie de 571 m² et supportant une maison individuelle

- Arrêté n° 10.010T en date du 29 mars 2010 (**DIA n° 10**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AH 161p d'une superficie de 560 m² et supportant un terrain constructible
- Arrêté n° 10.011T en date du 29 mars 2010 (**DIA n° 11**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AC n° 89 d'une superficie de 525 m² et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 10.012T en date du 29 mars 2010 (**DIA n° 12**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AC n° 697 d'une superficie de 748 m² et supportant un appartement avec cave et parking
- Arrêté n° 10.013T en date du 12 avril 2010 (**DIA n° 13**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AM n° 163 et 164 d'une superficie de 1577 m² et supportant un terrain constructible
- Arrêté n° 10.014T en date du 27 avril 2010 (**DIA n° 14**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelle AC n° 53 d'une superficie de 261 m² et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 10.015T en date du 27 avril 2010 (**DIA n° 15**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AH 452 et 455 d'une superficie de 602 m² et supportant un terrain à bâtir
- Arrêté n° 10.016T en date du 24 avril 2010 (**DIA n° 16**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AC n° 89 d'une superficie de 525 m² et supportant une maison d'habitation
- Arrêté n° 10.017T en date du 29 avril 2010 (**DIA n° 17**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
 - Parcelles AC n° 8 et 9 d'une superficie de 389 m² et supportant une maison d'habitation

Ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 23 H 30.

CONSEIL MUNICIPAL

DU MERCREDI 26 MAI 2010

A 20 H 00

ORDRE DU JOUR

- Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
 - Requalification urbaine – Présentation de l'étude sommaire – Affermissement d'une tranche conditionnelle
 - Délégation du service public d'eau potable – Choix du délégataire et approbation du contrat
 - Délégation du service public de l'assainissement collectif – Choix du délégataire et approbation du contrat
 - Bâtiment multi-accueil – Validation de l'avant-projet détaillé
 - Administration électronique – Dématérialisation du contrôle de légalité
 - Réalisation de la médiathèque du pôle culturel intergénérationnel – Marché de travaux - Attribution des lots
 - Modification du Plan Local d'Urbanisme
 - Révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme – Les Hauts Rochers
 - Révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme – Le Verger
 - Révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme – Le Grand Val
 - Choix d'un cabinet d'étude pour modification et révisions simplifiées du Plan Local d'Urbanisme
 - Lotissement communal GARE/BEL AIR – Marché de travaux - Attribution des lots
 - Lotissement communal GARE/BEL AIR – Réalisation de logements locatifs sociaux – Permis d'aménager modificatif
 - Lotissement communal GARE/BEL AIR – Conditions de vente des lots
 - Encaissement des chèques de dossiers de consultation des entreprises (DCE) de la Médiathèque
 - Encaissement des chèques de dossiers de consultation des entreprises (DCE) des travaux de mise en viabilité du lotissement Gare/Bel Air
 - Travaux de renouvellement et d'effacement des réseaux – Lot n° 2 – Avenant n° 1
 - Travaux de restructuration de l'école élémentaire – Avenants
 - Salle de karaté – rue des Sports – Travaux de toiture
 - Aménagement de rues – Programme voirie 2009 – Secteurs concédés – Affermissement d'une tranche conditionnelle
 - Compte-rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA – Article 28 du Code des marchés publics
 - Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6° et 15° alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
-